

La cohésion sociale ébranlée en République centrafricaine : Étude à Paoua, Bangassou et Obo (SFB700, projet C10) Rapport 2 – Avril 2015

Le projet de recherche du GIGA-IAA sur la gouvernance de sécurité, réalisé dans le cadre du programme SFB700 de la Fondation allemande pour la recherche, a pour objectif de comprendre les relations entre les acteurs et les institutions impliqués dans le maintien de la sécurité et de la stabilité dans les régions éloignées de la capitale. Ainsi, le projet cherche à décrypter les mesures et les structures qui contribuent à la stabilité et à la cohésion sociale ou les ébranlent. Le projet porte à la fois sur le Soudan du Sud et la République centrafricaine. Ce rapport de recherche présente les principaux résultats de cinq semaines de travail sur le terrain en Centrafrique début 2015. Nous, dr. Lotje de Vries et Tim Glawion, avons visité trois localités : Paoua dans la préfecture de Ouham-Pende, Bangassou dans la préfecture de Mbomou et Obo dans la préfecture de Haut-Mbomou. Dans chaque localité, nous avons parlé à des autorités de l'État ainsi qu'à des acteurs clés comme des chefs de tribus, des commerçants et des responsables religieux. Nous avons aussi organisé des tables rondes avec des anciens, des jeunes et des femmes.

La stabilité et la cohésion sociale en République centrafricaine se détériorent depuis des décennies. Néanmoins, ces deux dernières années ont vu un niveau de violence, d'assassinats et de pillages sans précédent. Auparavant, la profonde méfiance parmi les citoyens d'origines et de convictions religieuses différentes ainsi que de divers niveaux de vie était contrebalancée par un certain niveau de cohabitation pacifique. Or, le tissu social semble s'être rompu. Les trois localités visitées dans le cadre de ce projet – Paoua, Bangassou et Obo – diffèrent au niveau de leurs relations socio-économiques, leur histoire politique et leur environnement géographique. Malgré cela, l'historique de leurs conflits présente des similitudes intéressantes : actuellement, le calme relatif dans les trois localités est maintenu grâce à l'action d'élites locales clés et parce que certains groupes acceptent la discrimination qu'ils ressentent. Les citoyens considèrent les Musulmans qui sont restés en ville comme des « vrais » Musulmans centrafricains, et ceux qui sont partis comme des étrangers et des collaborateurs de Séléka – ainsi, il semble impossible qu'ils puissent revenir en toute sécurité dans un avenir immédiat. Dans aucune des localités les habitants ne se sentent libres d'aller dans des villes voisines pour faire du commerce ou pour cultiver des terres. A l'extérieur des villes, les menaces proviennent de bandits se livrant au racket, de nomades armés, de groupes rebelles et d'anciens membres de l'ex-Séléka et de l'anti-Balaka. Les trois villes sont sécurisées par des forces externes alors que les autorités locales manquent de personnel et de ressources financières, surtout sur le plan judiciaire.

Paoua, préfecture de Ouham-Pende, à 490 km de Bangui :

Paoua est la capitale d'une des sous-préfectures les plus peuplées du pays. La région compte autour de 240 000 habitants et a une frontière commune avec le Tchad et le Cameroun. La ville est connue parce que l'ancien président Patassé y vit, mais elle a aussi la réputation d'être rebelle car elle abrite plusieurs groupes armés insaisissables. Séléka a pris le contrôle de la ville en mars 2013. Après son départ, les Musulmans d'origine tchadienne ont été accusés d'être des collaborateurs et ont été chassés violemment de la ville. Les citoyens accusent les bergers tchadiens, et même l'armée tchadienne, de saccager des villages dans les zones rurales. Aucun mouvement anti-Balaka n'a été formé à Paoua ou dans ses environs. En revanche, le groupe rebelle Révolution et Justice (RJ), qui est issu de ce qui restait de l'Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie (APRD), a pris en charge la protection des citoyens. Depuis, le RJ s'est scindé en plusieurs factions, qui ont la réputation d'une part de protéger les villages contre les attaques armées, et d'autre part de s'en prendre à la population civile elle-même.

Au-delà du clivage musulman-chrétien qui a eu un impact évident sur la ville, il existe aussi des tensions entre les deux principaux groupes ethniques. Il en résulte la formation de groupes de bandits rivaux qui prennent pour cible les citoyens selon leur appartenance ethnique. Dans le domaine civil, deux comités de médiation concurrents sont chargés d'atténuer les tensions par le dialogue et l'assistance inter-religieuse. Leurs résultats sont notables mais obtenus dans un climat de violence permanente : la police et la gendarmerie sont à peine armées, manquent de personnel et sont considérées comme favorisant différents groupes ethniques. La sécurité est donc assurée par un contingent camerounais de MINUSCA.

Bangassou, capitale de la préfecture de Mbomou, à 740 km de Bangui :

Bangassou est la capitale de la préfecture de Mbomou qui compte à peu près 180 000 habitants. La ville a une frontière commune avec la République démocratique du Congo (RDC) qui se trouve de l'autre côté de la rivière. Le retrait de l'État est manifeste : les bâtiments administratifs dans le centre-ville ont été saccagés et abandonnés après deux vagues de pillage, la première par Séléka en mars 2013 et la seconde par des jeunes bandits, qui ont profité du vide du pouvoir laissé par le départ de Séléka en 2014. Séléka a gouverné d'une main de fer à Bangassou, et a par exemple pillé la mission catholique et des petits commerces appartenant pour la plupart à des Musulmans. Après le départ de Séléka, les autorités de l'État ont lentement commencé à retraverser la rivière. Les dirigeants locaux ont instauré le Comité de Médiation du Mbomou (CMM) et son sous-comité, la Plateforme Religieuse, afin de calmer les tensions entre Chrétiens et Musulmans. Même si leurs efforts ont empêché l'apparition d'actes d'hostilité majeurs, la grande majorité des Musulmans se considèrent suffisamment menacés pour quitter la ville et ceux qui sont restés se sentent discriminés et persécutés. Récemment, les représentants musulmans ont accusé les deux comités de tolérer, voire même de soutenir, des crimes contre les Musulmans et ont donc démissionné en bloc. Quant aux dirigeants chrétiens, ils ont dénoncé les motifs politiques de cette décision. Par conséquent, Bangassou n'est pas nécessairement une région modèle et il n'est pas certain que la paix fragile perdurera. Certains représentants clés de l'État, comme le préfet, le maire et la gendarmerie, font de leur mieux mais ne reçoivent pas assez de soutien de Bangui. Mais surtout, l'absence de pouvoir judiciaire gêne le bon fonctionnement de l'État. Le contingent congolais de MINUSCA assure la stabilité relative dans la ville. Néanmoins, des postes de contrôle mis en place par d'anciens membres de l'ex-Séléka et par des bandits entravent la libre circulation et le commerce à l'extérieur de la ville.

Obo, capitale de la préfecture de Haut-Mbomou, à 1300 km de Bangui :

À Obo, dans l'extrême Nord-Est du pays, près de la frontière avec le Soudan du Sud, on peut encore trouver « l'ancienne Centrafrique », comme le fait remarquer un commerçant à Bangassou. En effet, grâce à l'éloignement de la capitale et à la présence de l'armée ougandaise ainsi que de conseillers américains à la recherche de Joseph Kony, la crise affectant le reste de pays n'a guère produit d'effet dans cette région. Par conséquent, l'armée y maintient toujours environ 50 hommes et l'administration est plus ou moins en place, même si le pouvoir judiciaire fait défaut comme dans les autres localités. La préfecture de Haut-Mbomou est une région peu peuplée dans le triangle que forment le Soudan du Sud, la RDC et la Centrafrique. Sa capitale Obo compte à peine plus de 10 000 habitants. L'administration a été considérablement réduite après la diminution du soutien international, qui a été préférée à des sanctions contre le gouvernement national à l'issue de la prise de pouvoir de Séléka à Bangui en mars 2013 :

environ 250 soldats ont déserté au cours des dernières années et les effectifs de la gendarmerie sont passés de 15 à 2 personnes. Le commissariat de police était fermé depuis 2010, mais un nouveau commissaire a été rétabli dans ses fonctions en novembre 2014 grâce à l'aide du Service aérien humanitaire des Nations Unies qui lui a permis de venir de Bangui en avion. Avant la crise et de plus en plus aujourd'hui, la sécurité et l'action sociale sont externalisées : de temps à autre, l'armée ougandaise intervient à Obo, outrepassant son mandat, les habitants utilisent l'hôpital de l'armée ougandaise, les enseignants sont payés par les parents et par des taxes de marché et les bâtiments ont été construits par une ONG. Il existe un fossé entre le grand nombre de défis auxquels Obo doit faire face, et le fait que les élites locales et les ONG ne s'intéressent qu'à la menace émanant de la LRA dans la région. Depuis 2010, les citoyens se sentent enfermés dans un espace sécurisé imaginaire de 5 km autour d'Obo. Le braconnage armé et le banditisme ainsi que les conflits entre bergers et fermiers posent sans doute plus de problèmes.